

La Question démocratique dans le tiers monde contemporain

Samir Amin*

Summary. The recent past is marked by global movements to democratize political regimes. In socialist countries, the movement forced regimes to take it into account, adopt to its exigencies or perish. Although it has not reached the same popular dimension, in third world capitalist countries, the demand for democracy signals a qualitative leap in the penetration of democratic consciousness. Simultaneously, one finds the rise of neo-liberalism, a generalized offensive aimed at the rehabilitation of the absolute superiority of private property, the legitimization of social inequalities and anti-statism. Neo-liberalism has no frontiers. Orchestrated by an unprecedented media campaign it unilaterally asserts that "the market" - a euphemism for capitalism - is the central axis to any "development". Democratization is considered as the necessary and natural product of the submission to the rationality of the worldwide market. A simple double equation is deduced from this logic: capitalism = democracy, democracy = capitalism. The focus is on technical and scientific progress whereas the social realities which hide behind "the market forces" are systematically occulted. The present offensive of Western countries "in favour of democracy" is in fact an offensive against socialism. Similarly "national liberation" is proclaimed obsolete; "nationalism" is accused of necessarily engendering a deadly delay in the international competition. There is no need to denigrate the heritage of Western bourgeois democracy. But the dominant contemporary perspective marked by Anglo-Saxon evolutionism and pragmatism empoverishes the debate by reducing democracy as a set of precise and limited rights and practices independent from the desired social perspectives. What type of democracy do we need?

Depuis quelques années, il s'est dessiné à travers toutes les régions du monde un mouvement en faveur de la démocratisation des régimes politiques dont l'ampleur indique probablement son caractère irréversible à terme. Tout au moins dans les pays socialistes, ce mouvement a commencé à s'imposer aux pouvoirs comme tel; et il leur faudra en tenir compte, s'adapter à ses exigences ou périr. Dans les pays capitalistes du tiers monde, la revendication démocratique n'a généralement pas acquis la même dimension populaire et reste souvent encore limitée aux classes moyennes et à quelques segments de la société urbaine organisée - syndicats par exemple. Mais même à cette échelle restreinte, le mouvement signale un saut qualitatif dans la pénétration de la conscience démocratique au sein du monde politique dans un grand nombre de pays du tiers monde. Par ailleurs, en Occident, un large consensus s'est dessiné englobant les gouvernements, les opinions publiques et les média pour paraître soutenir cette revendication, surtout évi-

* Forum du Tiers Monde, Dakar/Sénégal.

Cet article constitue ma contribution au débat sur la question démocratique ouvert dans les pages de la revue du CODESRIA, *Africa Development*, No.1, 1988 (contribution de Peter Anyang'Nyongo, Ref. également à l'ouvrage de notre collection FTM, *Afrique: La Longue Marche Vers la Démocratie*, ed. Peter Anyang'Nyongo,) et *Africa Development* No.3 - 1988 (contribution de Thandika Mkandawire et réponse de Peter Anyang'Nyongo.).

demment dans les pays de l'Est et parfois, mais pas toujours (selon la raison d'Etat des intérêts en jeu), dans le tiers monde.

Ce mouvement démocratique est apparu concomitamment avec une autre évolution globale qui s'est dessinée au cours des années 70 et surtout 80: une sorte d'offensive généralisée en faveur de la libération des "forces du marché", accompagnée de la réhabilitation des thèmes idéologiques de la supériorité absolue de la propriété privée, de légitimation de l'inégalité sociale, de l'anti-étatisme tous azimuts etc... Le néo-libéralisme - puisque tel est le nom que cette offensive s'est donnée - se conçoit d'ailleurs comme sans rivages et prône sa validité à l'échelle mondiale, préconisant "l'ouverture" (aux capitaux et aux "information" - lire aux média dominants) comme synonyme de progrès nécessaire. Les pouvoirs en place paraissent d'ailleurs partout se rallier à ce mouvement: en Occident où la social démocratie s'est alignée dans la pratique sur les exigences prétendues de cette "rationalité" du marché ouvert, dans le tiers monde où les régimes nationalistes radicaux paraissent déjà tous appartenir à une époque de la préhistoire, et même dans les pays socialistes où des pans entiers de la classe dirigeante sont passés, ou passent, de la concession tactique à la révision - voire à l'abandon - de leur "marxisme".

La concomitance de ces deux mouvements fait de notre époque un moment d'intense confusion. Le son de cloche dominant, qui étouffe systématiquement toutes les voix qui lui paraissent discordantes, orchestré par une campagne médiatique sans précédent, procède d'une affirmation simple, unilatérale, sans nuance, considérée comme allant de soi d'évidence. Dans cet esprit, le "marché" - euphémisme pour capitalisme - est considéré comme l'axe central nécessaire de tout "développement" qui ne peut que s'inscrire dans la "mondialisation incontournable". L'ouverture totale aux forces qui commandent l'évolution mondialisée et l'adoption simultanée d'un système interne fondé sur le "marché" vont de soi. La démocratisation est considérée comme le produit nécessaire et naturel de la soumission à la rationalité du marché mondialisé. Une double équation simple est déduite de cette logique: capitalisme = démocratie, démocratie = capitalisme. Par la même occasion, le socialisme est déclaré défunt (et avec lui, bien naturellement Marx); sa faillite est achevée, il a prouvé être synonyme d'inefficacité et d'autocratie. De la même manière la "libération nationale" est proclamée dépassée; le "nationalisme" est accusé d'entraîner nécessairement un retard mortel dans la compétition internationale.

Le plus grave est que ces propositions unilatérales, simples au point d'être simplistes, sans fondement ni scientifique, ni historique, paraissent jeter la confusion dans les rangs mêmes de ceux qui combattent, tant dans les pays socialistes que dans ceux du tiers monde, à la fois pour la démocratisation et le progrès social.

Trois problèmes méritent donc d'être discutés dans la perspective d'une

réponse aux questions posées par le mouvement démocratique opérant dans les circonstances de l'offensive capitaliste: (i) la nature de l'étape nouvelle de la transnationalisation capitaliste, la question étant de savoir ici si de ce fait l'ouverture extérieure serait devenue "incountournable"; (ii) la crise du socialisme réellement existant, la question étant de savoir ici si cette crise remet en question le marxisme et le socialisme; (iii) enfin l'ensemble des questions relatives au rapport démocratie/progrès social dans les conditions du tiers monde contemporain.

La logique interne de l'argument voudrait que l'on abordât ces questions dans l'ordre de leur énumération, les réponses aux premières commandant en partie au moins celles que l'on donne aux suivantes.

Cet article étant consacré à la question démocratique dans le tiers monde contemporain, je ne ferai que des allusions rapides aux questions préalables, traitées ailleurs, pour lesquelles je me limiterai à celles de mes conclusions qui me paraissent devoir être explicitées pour situer mon argument concernant le problème qui nous préoccupe ici directement.

Si ce que l'on appelle les pays du tiers monde n'ont presque jamais connu un fonctionnement véritablement démocratique de leur vie politique, à l'instar des pays capitalistes développés (l'Occident), au moins depuis 1945 cela n'est ni un hasard, ni l'héritage de leur "culture traditionnelle". La démocratie est ici incompatible avec les exigences de l'expansion du capitalisme.

Ce que j'appelle "le capitalisme réellement existant", c'est-à-dire le capitalisme comme système mondial et non comme mode de production considéré au degré le plus élevé de l'abstraction, a toujours été jusqu'à ce jour générateur d'une polarisation à l'échelle mondiale (le contraste "centres/périphéries"). Sous estimée par Marx et le Marxisme, cette dimension a placé au devant de la scène historique non pas des révolutions "socialistes" conduites par les classes ouvrières des pays capitalistes développés mais des révolutions "anticapitalistes" provoquées par l'expansion polarisante du capitalisme mondialisé et ses conséquences socialement inacceptables pour les peuples des périphéries et semi-périphéries du système.

Les objectifs stratégiques de ces révolutions impliquent une déconnexion par rapport à la logique de l'expansion capitaliste mondiale. Le déploiement de ces objectifs suppose un pouvoir fondé sur une hégémonie sociale "nationale populaire" (et non une "dictature du prolétariat" comme on l'a conçue dans la tradition marxiste) qui reconnaisse la nécessité de combiner - fût-ce conflictuellement - des aspirations de nature capitalistes et d'autres socialistes. La progression de la réalisation de ces objectifs implique à son tour le progrès graduel et constant de la démocratisation de la société dans la pratique tant de la gestion du pouvoir que dans celle de l'économie.

Les régimes issues des révolutions dites socialistes (U.R.S.S., Chine etc.) ont amorcé la création des conditions nécessaires pour gommer l'héritage de la périphérisation produite par le capitalisme, à la fois en prenant leurs di-

stances à l'égard des critères de la rationalité capitaliste et en procédant à des révolutions sociales internes de portée gigantesque. Les luttes de libération nationale, qui procèdent du même refus de la périphérisation capitaliste, n'ont pas permis des avancées aussi importantes, ni au plan de la déconnexion ni à celui de la transformation sociale interne. De ce fait les sociétés issues de ces luttes dans le tiers monde sont restées jusqu'à ce jour soumises à la loi de la polarisation capitaliste. La révolution nationale populaire et la déconnexion demeureront donc les objectifs stratégiques du combat pour le progrès des peuples de la périphérie du système capitaliste mondial.

La progression dans cette direction à la fois dans les pays de l'Est dits socialistes et dans ceux du Sud (le tiers monde capitaliste) conditionne largement non seulement l'avenir du socialisme à l'échelle mondiale, mais même le progrès social tout court pour la majorité de l'humanité.

La thèse centrale que j'ai esquissée ici perdrait sa validité au cas où: (i) les formes nouvelles de la transnationalisation auraient rendu caduques les stratégies nationales populaires et la déconnexion qui leur est liée étroitement et auraient imposé une seule voie de développement désormais possible: la voie capitaliste s'inscrivant dans l'ouverture mondialisée; et/ou (ii) les thèses fondamentales du socialisme (et singulièrement du marxisme) concernant les limites historiques du capitalisme et des formes de la démocratie développées sur sa base seraient sans fondement scientifique, leur caractère utopique ayant été établi par la faillite de leur mise en oeuvre dans les expériences socialistes.

On ne saurait sous estimer le fait que la mondialisation soit entrée dans une phase nouvelle de son approfondissement, marquée par des caractères qualitativement nouveaux, dont je signalerai au moins les six suivants: (i) la transgression des systèmes productifs nationaux (fondés sur la logique de compromis sociaux produits par l'histoire nationale) au bénéfice d'un système productif mondialisé qui remet en question ces compromis sociaux nationaux; (ii) la mondialisation financière du capital; (iii) la nouvelle révolution technologique; (iv) la mondialisation culturelle produite par l'intensification des communications; (v) l'acquisition par les armements d'une puissance destructive qui impose la révision de la diplomatie traditionnelle; et (vi) l'interdépendance écologique, désormais planétaire.

Est-ce à dire que ces faits nouveaux imposent la soumission unilatérale à l'unification du monde par le "marché"? Est-ce à dire que les effets polarisants de l'expansion capitaliste pourraient être neutralisés dans le cadre de stratégies nationales acceptant de se situer dans le cadre de cette soumission?

J'ai cru nécessaire de fonder les réponses à ces questions sur une analyse des effets de ces évolutions sur la structure de la force de travail à l'échelle mondiale. De ce point de vue la combinaison des trois premiers éléments

signalés conduit à l'accélération de la constitution de la réserve passive de l'armée du travail exploité par le capital mondialisé, notamment dans ses périphéries en voie d'industrialisation. Loin d'atténuer le caractère polarisant immanent au capitalisme réellement existant, la phase nouvelle de la mondialisation ne peut qu'accuser encore davantage les contrastes dans lesquels il s'exprime. Par ailleurs les évolutions militaires, diplomatiques et culturelles signalées contribuent à transférer les mécanismes par lesquels la polarisation opère du champ des relations économiques *stricto sensu* à celui plus large de la politique.

J'ai donc tiré de ces conclusions le corollaire que les stratégies de soumission à la "contrainte mondialisée" préconisées sont appelées à donner des résultats catastrophiques inacceptables. L'alternative de réponses "nationales populaires" non seulement demeure donc sans concurrent, mais s'impose encore davantage même que par le passé. Les formes que celle-ci devra revêtir restent encore à définir, encore que l'on puisse déjà voir s'en dessiner les grandes lignes. Dans cette perspective, la re-construction d'un système mondial polycentrique me paraît être une option réaliste (au sens du possible dans le court terme relatif), la seule susceptible de rétablir la marge d'autonomie nécessaire pour permettre le progrès social de tous les partenaires.

La crise des sociétés de l'Est est invoquée pour en tirer la conclusion que le socialisme est une utopie, que le capitalisme correspond à une rationalité éternelle, et que la critique marxiste de celui-ci est une aberration. Savamment entretenue, cette confusion permet de vendre la stratégie de l'Occident, fondée sur l'équation marché = démocratie.

Or il n'en est rien. La démocratie bourgeoise est le produit de la révolution qui a détrôné la dominance de la "métaphysique tributaire"¹. Elle établit sur cette base le "droit égal" et les libertés personnelles, mais pas l'"égalité" (sauf de droit). Beaucoup plus tard, dans la seconde moitié du XIXe siècle seulement, le mouvement ouvrier impose la démocratie politique non censitaire et arrache des droits sociaux, mais dans le cadre d'un compromis fondé sur l'acceptation de la gestion capitaliste de l'économie, compromis lui même rendu possible par la polarisation mondiale au bénéfice des centres industriels. De ce fait la démocratie occidentale est limitée au domaine du politique, tandis que la gestion économique reste fondée sur les principes non démocratiques de la propriété privée et de la compétition. En d'autres termes le mode de production capitaliste par lui même n'exige pas la démocratie; même si l'oppression qui le définit est rendue insensible par l'aliénation économiciste dans laquelle baigne toute la société. En contrepoint, le projet marxiste de société sans classes, libérée de l'aliénation économiciste, im-

1 l'Eurocentrisme, *Economica* 1988.

plique structurellement la démocratie. Une fois brisé le ressort de la compétition des capitalistes, les rapports sociaux fondés sur la coopération des travailleurs et non plus leur soumission sont impensables sans l'expression achevée de la démocratie.

La crise des sociétés de l'Est n'invalide pas ces thèses fondamentales, pour la bonne raison qu'il ne s'agit pas de crise de sociétés réellement socialistes, mais de celle de sociétés qui ne pouvaient être plus et mieux qu'engagées dans la construction nationale populaire à partir d'un refus révolutionnaire de se soumettre au diktat de la périphérisation capitaliste.

Aujourd'hui, ces sociétés sont confrontées à une triple option que je résume brièvement sous les trois points suivants:

(i) évolution dans le sens d'une démocratie bourgeoise ou progrès au-delà de celle-ci par l'affermissement du pouvoir social des travailleurs dans la gestion de l'économie?

(ii) rétablissement d'une "économie de marché" pure et simple ou progrès de formules efficaces permettant d'encadrer un recours limité aux mécanismes du marché par une planification démocratique?

(iii) ouverture extérieure totale et incontrôlée ou maîtrise des relations avec le monde capitaliste ambiant, fut-ce sur la base d'une intensification des échanges?

La confusion tant dans le débat théorique que dans les affrontements politiques qui secouent les pays de l'Est provient en partie de ce que la nature véritable "nationale populaire" - de l'étape historique ouverte par les révolutions qui ont inauguré l'histoire des régimes en question, demeure occultée par l'héritage idéologique qui les qualifie de "socialistes". Mais elle provient surtout de ce que les forces conflictuelles du capitalisme et du socialisme s'affrontent ici dans la réalité des luttes en question. Les forces qui aspirent à "rétablir le capitalisme" prônent de ce fait l'adoption unilatérale du "marché" (tremplin à partir duquel la propriété privée serait rétablie) et de "l'ouverture extérieure", avec ou sans démocratie (entendue alors au sens occidental du terme) selon les exigences tactiques de la mise en oeuvre de ce projet. Si les forces socialistes balbutient dans leur résistance à ce projet, et s'il leur est difficile d'articuler un contre projet cohérent (selon les lignes dessinées ci-dessus), c'est bien parce que l'absence de débat démocratique et l'illusion idéologique signalée plus haut constituent les handicaps majeurs à leur action. J'ajoute que l'offensive idéologique de l'Occident, orchestrée par des média puissants, est toute entière au service des forces procapitalistes, fussent-elles antidémocratiques.

La théorie sociale conventionnelle qui nous est proposée pour expliquer l'absence de démocratie dans le tiers monde est désespérément creuse et répétitive. Dans leurs habillements successifs imposés par les modes qui commandent la production intellectuelle de notre époque, ces théories formulent et reformulent le paradigme de "la modernisation": les sociétés du

tiers monde sont "mi-traditionnelles/mi-modernes" (en voie de développement et de modernisation") et, de ce fait, conservent de la tradition le concept autocratique du pouvoir, étant appelées par la force des choses à se démocratiser progressivement au fur et à mesure qu'elles "rattraperont" leur retard économique. Dans ce domaine comme dans les autres, la voie capitaliste est la seule conçue et doit de surcroît produire la démocratisation.

Cette thèse, un moment occultée par les succès du "tiers-mondisme" des années 60 chez les occidentaux a fait sa dernière réapparition dans une formulation wébérienne². Weber, comme on le sait, distinguait le type du pouvoir prétendu traditionnel, qualifié de "patrimonial", personnalisé et réfractaire au concept de droit de celui des temps modernes, "bureaucratique" et dépersonnalisé, fondé sur le concept de droit.

A vrai dire la thèse de Weber est très allemande au sens qu'elle projette abusivement quelques caractéristiques remarquables de l'histoire de ce pays sur celle de l'humanité toute entière. Car le pouvoir dans les sociétés précapitalistes n'était en règle générale ni personnalisé, ni ignorant du droit. Ce modèle même de la société tributaire avancée que représentait la Chine impériale avait développé à l'extrême une bureaucratie mandarinale impersonnelle. En Egypte pharaonique le pharaon Thoutmosis III de la XVIIIe dynastie écrit à son vizir Rekheret: "ce qu'il (le vizir) doit faire c'est s'en tenir à la loi"...³. Sans doute dans le féodalisme européen des premiers siècles (des invasions barbares aux XIII-XIVe siècles) s'approche-t-on du modèle wébérien dans un de ses aspects: la personnalisation du pouvoir féodal. Mais en fait l'émiettement du pouvoir, condition de sa personnalisation traduit simplement le fait que le féodalisme est une variété périphérique du système tributaire et non la règle générale de la "tradition" précapitaliste⁴. Aussi verra-t-on le système du pouvoir perdre ce caractère personnalisé dans l'Europe mercantiliste des monarchies absolues. Et les bureaucraties royales se rapprochent alors de celles des autres sociétés tributaires avancées, comme l'on d'ailleurs observé les contemporains sans hésitation⁵. Sauf précisément en Allemagne qui reste attardée au stade seigneurial.

Par ailleurs le contenu principal de l'idéologie tributaire n'est pas le "patrimonialisme", mais la "dominance métaphysique"⁶. Il en est ainsi dans tous les cas d'ailleurs, tant dans les formes tributaires avancées, comme en témoigne la fonction du confucianisme en Chine ou celle de l'Islam dans le Khalifat, que dans les formes féodales périphériques. Sauf que la dominance

2 Richard Sandbrook, Toronto 1987.

3 A. El Man et H. Ranke, la *Civilisation Egyptienne*, p. 201-202.

4 A. Amin, *Classe et Nation*, Minuit 1979

5 Etiemble, *l'Europe Chinoise*, Gallimard 1988.

6 S. Amin *L'Eurocentrisme*, Economica 1988.

métaphysique opère ici à travers le pouvoir autonome de l'Eglise, substitut à la carence de l'Etat. Encore une fois avec l'évolution qui conduit de l'Europe féodale aux monarchies absolues la fusion Eglise-Etat rapprochera du modèle tributaire général, comme en témoignent l'institution des Eglises réformées nationales ou même, en pays catholiques, les tendances comme celles que le gallicanisme a représentées en France.

De surcroît les systèmes "patrimoniaux" n'ignorent nullement le droit. Dans les systèmes tributaires avancés, il existe un droit d'Etat qui régit toute la vie sociale, comme en témoigne par exemple la *Charia* en pays d'Islam. Dans les systèmes périphériques féodaux, le pouvoir seigneurial, même personnalisé, est contraint de respecter les droits paysans coutumiers.

Le concept moderne de pouvoir, que Weber et ses émules définissent en contraste avec le prétendu concept "patrimonial", est-il, lui, "bureaucratique" dans sa dimension principale? Certes non, ce caractère bureaucratique n'étant que la forme de son mode d'opération. Dans son contenu essentiel il est bourgeois, produit par le fonctionnement de la démocratie bourgeoise. Encore une fois sauf précisément en Allemagne où la faiblesse de la bourgeoisie conduit à la suivie d'un pouvoir de type "despotique éclairé" jusqu'aux temps les plus récents. Ici encore Marx me paraît supérieur à Weber dans ses analyses de cette spécificité allemande. Ici encore Weber étend abusivement cette spécificité - qui caractérise l'Allemagne wilhelminienne certes, mais non l'Angleterre parlementaire ou la France de la IIIe République - à l'ensemble de l'Occident.

Les émules de Weber (R. Sandbrook) ont tenté d'appliquer cette thèse historique déjà fort discutable pour rendre compte des spécificités du pouvoir dans l'Afrique noire contemporaine où effectivement la personnalisation et le mépris du droit paraissent caractériser un grand nombre des systèmes post-coloniaux. Ils attribuent donc simplement ces caractères à la "tradition" africaine.

Mais la thèse du "pouvoir patrimonial" est-elle valable pour l'Afrique pré-coloniale? Sans doute celle-ci présente-t-elle certaines ressemblances avec l'Europe féodale. Car l'Afrique noire pré-coloniale est pré-tributaire, encore largement au stade que j'ai appelé communautaire⁷; l'Europe féodale conserve des formes communautaires d'origine barbare qui précisément donnent à son système tributaire son caractère primitif et périphérique. Cette analogie s'exprime donc dans l'importance des droits coutumiers dans les deux cas et dans l'absence d'un droit bureaucratique d'Etat. A la différence quand même que le modèle de l'Eglise y confirme la dominance métaphysique qui définit ce stade. Par contre en Afrique, l'idéologie de la parenté -

7 S. Amin, *Classe et Nation*, Minuit 1979.

propre au stade communautaire - domine encore les systèmes de légitimation du pouvoir. Or cette idéologie donne effectivement l'apparence d'un pouvoir personnalisé. Mais il l'est beaucoup moins qu'il ne le paraît, étant contraint d'opérer dans le cadre d'un droit coutumier qui constitue une barrière solide aux errements éventuels des "chefs".

Comme on le verra plus loin, les pouvoirs contemporains en Afrique n'ont pas grand' chose à voir avec ce prétendu héritage dégradé depuis fort longtemps notamment à travers la traite négrière. Comme on le verra aussi, la question du charisme éventuel des leaders, pas plus ici qu'ailleurs, n'a de racines "traditionnelles". Il s'agit d'un phénomène moderne sur lequel on reviendra.

La thèse néowébérienne n'est pas la seule forme d'expression du paradigme plus large de la modernisation. Chacun se souvient du *desarollismo* latino-américain des années 50 et 60 qui avait cru que l'industrialisation et la modernisation de style bourgeois et dans le cadre d'une intégration plus poussée au système mondial entraîneraient par elles-mêmes une évolution démocratique, la "dictature" étant considérée comme un vestige d'un passé prétendu pré-capitaliste. Les faits ont démontré l'erreur de ce raisonnement naïf. L'industrialisation et la modernisation dans le cadre de ce projet bourgeois ont seulement produit la "modernisation de la dictature", la substitution d'une violence fascisante "efficace" et "moderne" aux vieux systèmes oligarchiques et patriarcaux. Il ne pouvait en être autrement ce développement périphérique impliquant l'aggravation des inégalités sociales et non sa réduction.

L'absence de démocratie à la périphérie du système capitaliste mondial est une constante qui n'est pas de la nature d'un vestige des époques antérieures mais le produit nécessaire de l'expansion du capitalisme réellement existant. La polarisation internationale inhérente à cette expansion entraîne en effet à son tour une polarisation sociale interne dont les manifestations sont multiples: inégalité croissante dans la répartition du revenu, chômage massif et marginalisation etc. En considérant le système mondial comme l'unité dominante de l'analyse, on prend la mesure véritable de ce fait social dont la portée est décisive pour la compréhension des enjeux des luttes, à savoir que l'essentiel de l'armée de réserve du capital est localisée géographiquement dans les périphéries du système. Cette armée de réserve est constituée certes d'une masse de chômeurs et semi-chômeurs urbains devenue impressionnante (un multiple du nombre des chômeurs en Occident, même en temps de crise), mais aussi de larges segments de la masse des travailleurs non salariés, appelés, au fur et à mesure du progrès dans ces secteurs d'activité, à être expulsés à leur tour de leurs terres ou des activités urbaines dites "informelles" qui les occupent. L'intégration de fractions de cette armée de réserve dans l'armée active - toujours très partielle - se fait soit sur place par la "semi-industrialisation" qui caractérise les véritables périphéries d'aujourd'hui.

d'hui et de demain, soit par la migration internationale vers les centres. Mais cette migration est toujours limitée, entre autres par les stratégies d'emploi des centres, et n'intéresse au mieux qu'une fraction infime de l'armée de réserve mondiale. Le "libéralisme", qui n'a jamais envisagé de compléter son programme de libéralisation des échanges et des flux de capitaux par l'ouverture illimitée aux migrations de travailleurs, reste de ce fait une supercherie tronquée.

De ce fait l'instabilité constitue la règle dans la vie politique des périphéries. Sur un fond de dictature violente (militaire ou non selon les cas), largement soumise aux exigences de l'expansion mondiale du capital, se dessinent de temps à autre des explosions qui remettent en question ces dictatures. Néanmoins ces explosions conduisent rarement à une démocratie politique, fut-elle relative. Le modèle le plus courant est en effet celui de la réponse "populiste". On entend par là celui des régimes qui s'attaquent réellement à certains aspects tout au moins du problème social et préconisent une stratégie de développement susceptible d'atténuer les conséquences tragiques de la périphérisation. L'industrialisation (largement étatiste), la nationalisation des secteurs dominés par le capital étranger, les réformes agraires, des efforts - parfois remarquables - dans le domaine de l'éducation et de la santé, quelques droits sociaux protégeant plus ou moins l'emploi sont à mettre au crédit de ces régimes.

Mais ils ont aussi leurs limites historiques: d'une part, entrés en conflit avec l'impérialisme dominant (tout simplement parce que toute politique de progrès social à la périphérie est incompatible avec les exigences de l'expansion mondialisée du capital), ils restent incapables d'aller jusqu'au terme de la logique de ce conflit - la déconnexion; d'autre part ces régimes ne sont pas démocratiques. Populaires, soutenus par les "masses" comme on dit, ils l'ont souvent été. Mais cette "masse" est maintenue dans un état passif amorphe, "mobilisée" pour "soutenir" mais non autorisée à s'organiser comme une force autonome par rapport au pouvoir. Produits d'une situation sociale bien connue décrite par la faible cristallisation des classes sociales, ces régimes amorcent la transformation nationale populaire sans être capables de la poursuivre suffisamment. Le leader charismatique constitue une figure fréquente des régimes populistes. Les faiblesses intrinsèques du système populiste, combinées à l'agression extérieure, entraînent sa chute, le plus souvent au profit du retour à la dictature.

Il existe cependant des intermédiaires entre les dictatures de droite et/ou les moments populaires populistes dans lesquels se glisse parfois une "petite démocratie". Entendons par là des régimes qui reconnaissent le principe de l'élection, le multipartisme et un certain degré de liberté d'expression, mais qui se gardent d'affronter les problèmes sociaux fondamentaux et/ou de mettre en question les rapports de dépendance et de soumission au système mondial. La gamme de ces situations est assez large pour compter des "dé-

mocraties" d'apparence seulement, le pouvoir se réservant les moyens - par la falsification électorale le plus souvent - de rester en place, et des régimes qui acceptent davantage le résultat éventuel des urnes.

Ces "démocraties" ne sont donc guère que l'expression de la crise du système despotique normal du capitalisme. L'Amérique Latine, la Corée, les Philippines et peut-être demain d'autres, fournissent des exemples des contradictions non résolues par ces régimes. Car le projet de développement des dictatures auxquelles ces régimes succèdent n'a pas donné les résultats qu'il se proposait d'obtenir: la crise a démontré la vulnérabilité de la construction et l'impossible "indépendance", qui légitimait, pour certains, la dictature. Mais les systèmes démocratiques, qui se sont imposés dans ces conditions, ne sont-ils pas confrontés à un dilemme redoutable? Car de deux choses l'une. Ou bien le système politique démocratique acceptera la soumission aux exigences de l'"ajustement" mondial. Il ne pourra alors envisager aucune réforme sociale importante et la démocratie ne tardera pas à entrer elle-même en crise. Ou bien les forces populaires, saisissant les moyens de la démocratie, imposeront ces réformes. Le système entrera alors en conflit avec le capitalisme mondial dominant et devra glisser du projet national bourgeois à un projet national populaire. Le dilemme du Brésil et des Philippines est tout entier situé dans ce conflit. En Argentine on a déjà vu comment, lassé par l'impuissance de la démocratie du Président Alfonsín, les électeurs sont retournés d'eux mêmes aux cyrènes populistes, cette fois mâtinées de relants fascistes et carrément soumises au diktat extérieur!

Dans les régions de la périphérie les plus misérablement traitées par l'expansion capitaliste, la situation est encore plus désespérante. Car l'état lamentable du "quart-monde" n'est pas le produit d'un refus de s'insérer dans la division internationale du travail et d'un "échec" d'une tentative de déconnexion qui y aurait été tenté. En fait ce "quart-monde" dont on parle comme d'une nouveauté, est en réalité un produit permanent de l'expansion capitaliste. Un bel et triste exemple de ce quart-monde ancien est fourni par les régions de l'exploitation esclavagiste dans l'Amérique de la période mercantiliste: Nord-Est brésilien, Antilles (Haïti entre autre). Ces régions furent en ce temps considérées comme "prospères", et elles constituaient le cœur de la périphérie correspondant au système de l'époque.

Par la suite, les structures nouvelles du développement capitaliste ont marginalisé l'importance relative de ces régions qui comptent aujourd'hui parmi les plus tragiquement misérables du tiers monde. L'histoire de l'expansion capitaliste n'est pas seulement celle du "développement" qu'elle a occasionné. C'est aussi celle des destructions sauvages sur lesquelles elle s'est construite. Il y a dans le capitalisme un aspect destructif qu'on gomme le plus souvent de l'image élogieuse de ce système.

Aujourd'hui le système qui a confiné l'Afrique dans la spécialisation agrominière par l'exploitation extensive de ses sols jusqu'à épuisement, comme

la révolution technologique qui économise certaines matières premières, ne sont-ils pas déjà en voie d'exclure ce continent de la division mondiale du travail? Subissant passivement une déconnexion qui les rejette, par définition même les sociétés du quart-monde ne peuvent pas trouver de réponse à leurs problèmes par les seules vertus de l'ouverture. La recolonisation, adoucie par la charité, ne vise-t-elle pas ici à masquer l'échec certain de la solution néolibérale?

Ici le type de pouvoir "normal" est celui qu'ont représenté les Tontons Macoutes en Haïti, Somoza au Nicaragua et un nombre impressionnant de dictatures du même accabit dans l'Afrique contemporaine. La thèse du pouvoir "patrimonial" que nous avons critiquée plus haut avait été d'ailleurs formulée en pensant à ces régimes africains. Et effectivement au plan des apparences ils répondent à la description faite de ce type de régime: personnalisé à l'extrême (du chef de l'Etat au petit administrateur - despote de village), affichant le mépris total de toute notion de légalité et de droit (y compris les droits bourgeois sacro saints de propriété), sans compter les droits élémentaires de la personne humaine et la corruption généralisée. La tentation était très forte d'accuser encore une fois la tradition africaine de cet "héritage" prétendu. Une note de racisme est peut être sous jacente à cette insinuation. En fait ce n'est pas cet héritage qui est responsable de la "quart-mondialisation", c'est au contraire celle-ci qui implique ce type de pouvoir. Car le pouvoir en question n'est pas plus "authentique" que la supercherie du même nom invoquée comme légitimation idéologique de ses pratiques.

S'agit-il d'une kleptocratie, comme l'a qualifié Ntalaja Nzongola, plus proche du racket et de la mafia que de toute chefferie traditionnelle qui était, elle, respectueuse des droits coutumiers? En tout cas il s'agit d'un Etat moderne parfaitement fonctionnel à sa manière. Comment le pouvoir pourrait-il fonctionner autrement dans les conditions de la quart-mondialisation? Celle-ci prive l'Etat de toute possibilité d'asseoir sa légitimité sur un développement avouable quelconque, et de trouver une base sociale convenable pour mener à bien la stratégie qui lui correspondrait. Non seulement la paysannerie, la classe ouvrière et les marginaux urbains n'ont rien à attendre et le savent, mais la bourgeoisie elle-même est privée de toute perspective d'un développement significatif. Il ne reste alors plus que l'exploitation directe du pouvoir comme source d'enrichissement personnel, ou son exploitation indirecte par le canal d'activités économiques pseudo-privées dont la profitabilité dépend exclusivement des relations avec l'administration. La terreur, la corruption et l'extrême personnalisation sont alors nécessaires au fonctionnement même du système. Le charisme - si fréquemment invoqué - n'a pas sa place ici: il ne s'agit pas du charisme de leaders ayant acquis effectivement une popularité réelle dans un moment historique comme dans les régimes populistes, mais d'un pseudo-charisme fabriqué par les média et dont le public n'est pas dupe. Par certaines apparences, la base sociale de ces systèmes

pourrait paraître être constituée par la petite bourgeoisie, dans la mesure où de larges couches de celle-ci participent au pouvoir et émargent aux budgets. Lorsqu'il ne s'agit pas d'une illusion d'optique, cette correspondance révèle une sorte de fascisation de cette couche sociale dont les espoirs ont été déçus et qui - impuissante - en l'absence d'une intelligentsia révolutionnaire capable de formuler une alternative, se réfugie dans l'adoration du pouvoir.

La tâche principale des forces de progrès à la périphérie du système est aujourd'hui d'imposer la dimension démocratique absente, non pour la substituer aux dimensions nationale et sociale de la libération nationale populaire, mais pour les renforcer.

Car en effet le paradigme ancien de la libération nationale ignorait largement la dimension démocratique nécessaire à la poursuite des avancées nationales populaires. La conscience démocratique est de ce fait un phénomène probablement nouveau, car jusqu'alors la revendication démocratique était restée limitée à des segments particuliers de la bourgeoisie urbaine et ne s'y était exprimée avec force qu'en des moments particuliers de la radicalisation des luttes anti-impérialistes (le cas du Wafd égyptien en constitue l'un des meilleurs exemples); par ailleurs cette conscience démocratique s'inscrivait dans les strictes limites du libéralisme bourgeois. Dans ses tendances dominantes, les mouvements populaires et radicaux de libération nationale se qualifiaient davantage par un contenu social progressiste que par la conviction démocratique de leurs militants, en dépit de l'usage - parfois rituel - du terme de "démocratie" et en dépit même de la conscience plus avancée de certains segments de l'avant garde. Je ne crois pas caricaturer la réalité en disant que le paysan-soldat de l'Armée de libération pensait, en entrant à Pékin en 1949, à la réforme agraire, mais ignorait encore le sens de la démocratie. Aujourd'hui son fils, ouvrier ou étudiant, nourrit, sur ce plan, des aspirations nouvelles. Il en était de même du paysan égyptien, même électeur du Wafd, et de bien d'autres sans doute.

Mais de quelle démocratie a-t-on besoin? Sans doute n'y a-t-il pas lieu de mépriser l'héritage de la démocratie bourgeoise occidentale; le respect des droits et de la légalité, l'expression libre de la diversité des opinions, l'institutionnalisation des procédures électorales et de la séparation des pouvoirs, l'organisation de contre-pouvoirs, etc. Mais il n'y a pas lieu de s'arrêter là. La démocratie occidentale n'a pas de dimension sociale. La démocratie populaire des moments de la transformation sociale révolutionnaire (l'URSS des années 20, la Chine maoïste, etc.) nous apprend également beaucoup sur ce que doit être la "participation populaire" si l'on veut donner à cette expression souvent galvaudée un contenu réel. S'arrêter aux formes démocratiques occidentales sans prendre en considération les transformations sociales exigées par la révolte anti-capitaliste de la périphérie, c'est s'enfermer dans une caricature de la démocratie bourgeoise, condamnée de ce fait à rester étrangère au peuple et par conséquent vulnérable à l'extrême. Pour prendre

racine, notre démocratie doit d'emblée s'inscrire dans une perspective qui dépasse le capitalisme. Dans ce domaine comme dans les autres, la loi du développement inégal doit opérer ici.

C'est évidemment cette perspective que l'impérialisme ne saurait admettre. C'est pourquoi la campagne orchestrée par l'Occident sur la "démocratie" met l'accent sur certains aspects du problème et néglige les autres. Par exemple, elle place un signe d'égalité entre multipartisme politique et démocratie. En contrepoint avec le discours des media occidentaux sur la démocratie, notre réflexion concerne la démocratie au service de la libération nationale et du progrès social (et non en opposition à eux, ou dans leur ignorance)

Je prétendrai sur ce plan que le thème de la "démocratie jacobine", pour emprunter un terme à la révolution française, reste d'une étonnante modernité. Dans chacune des trois grandes révolutions du monde moderne (la française, la russe et la chinoise), dans les moments de leur radicalisation, le mouvement des idées et des forces sociales est parvenu à se projeter loin en avant des exigences de la transformation sociale "historiquement objectivement nécessaire". C'est ainsi que la démocratie jacobine dépassait les exigences de la simple mise en place d'un "pouvoir bourgeois". Bien que fonctionnant dans un cadre défini par la propriété privée, son souci d'établir un pouvoir réellement au service du "peuple" entraînait en conflit avec l'exigence bourgeoise pure et simple. A ce stade de développement de la société, la bourgeoisie n'aspirait guère plus qu'à une démocratie censitaire comme celle que l'Angleterre, les Etats-Unis et la France ont pratiqué d'ailleurs au XIXe siècle. Par ailleurs la bourgeoisie était disposée au compromis avec la monarchie et l'aristocratie comme l'histoire de l'Angleterre l'illustre. Les aspirations du "peuple" - c'est-à-dire la foule des paysans et des artisans - allaient beaucoup plus loin. Ce peuple n'avait que faire de la "liberté du commerce et de l'entreprise". Au point que, pendant la Convention, il découvrit ce mot d'ordre étonnamment moderne "le libéralisme (entendu économique) est l'ennemi de la démocratie"! Cette projection en avant amorçait d'ailleurs une conscience socialiste encore à naître (le Babouvisme en témoignage). De la même manière l'URSS des années 20 et la Chine maoïste se sont projetées dans une vision communiste bien au-delà des exigences de la réforme "nationale populaire" à l'ordre du jour. Certes ces moments de radicalisation restent, de ce fait, fragiles et les conceptualisations plus limitées, mais en consonance avec les exigences "objectives" finissent par l'emporter. Mais on aurait bien tort de sous-estimer leur importance, par l'indication qu'ils donnent du sens du mouvement nécessaire à venir.

La "démocratie jacobine", rajeunie par l'apport des moments de la radicalisation des révolutions socialistes de notre temps, est en fait la démocratie à laquelle aspirent - même confusément - les classes populaires du tiers monde contemporain. Elle se délimite de la démocratie bourgeoise libérale, qui

ignore la dimension des réformes sociales nécessaires, comme elle se délimite des "mobilisations populistes" auxquelles nous avons fait référence plus haut, dont le mépris de la démocratie a épuisé le potentiel rénovateur.

Mon propos ne flatte certainement pas la "mode"! Celle-ci est aujourd'hui à la dévaluation des moments de la radicalisation révolutionnaire, au nom du "réalisme". Comme elle est aux thèmes provenant d'une autre tradition; celle de la démocratie "locale" familière en pays anglo-saxon. La "décentralisation", l'autonomie d'une société civile éclatée et segmentée, sont souvent, dans cet esprit, proposées comme des avancées réalistes possibles, plus riches même potentiellement que l'illusion prétendue de la démocratie populaire "étatiste". Souvent teintés de religiosité, les mouvements qui avancent dans cette direction me paraissent suggérer une stratégie trop fortement biaisée par "l'anti-étatisme" pour être réellement à la hauteur du défi historique réel.

Il y a à apprendre des uns et des autres; et un dialogue véritable s'impose ici. Cela étant, il est difficile de dire aujourd'hui si les mouvements sociaux de toutes natures qui s'expriment à la périphérie (comme au centre d'ailleurs) sont ou ne sont pas capables de faire avancer dans la réponse à ce défi objectif.

Certains de ces mouvements nous paraissent être des impasses. Il en est ainsi des renouveaux fondamentalistes religieux ou des repliements communautaires "ethniques". Symptômes de la crise et non solutions à celle-ci, produits exclusifs de la désillusion, ils devraient se dégonfler au fur et à mesure qu'ils auront démontré leur impuissance face au défi réel. C'est là certainement l'expression d'un optimisme selon lequel la raison doit vaincre.

D'autres par contre peuvent trouver leur place dans la reconstruction d'un projet de société qui, "au-delà du capitalisme", résoudrait les contradictions que le capitalisme réellement existant ne peut dépasser, en tirant les leçons des premiers pas réalisés dans cette direction. Il en est ainsi chaque fois, nous semble-t-il, que les "nouveaux mouvements" (ou les anciens!) se placent non sur le terrain exclusif de la "conquête de l'Etat", mais sur celui d'une autre conception du pouvoir social à conquérir. Car le choix n'est pas "lutter pour le pouvoir ou lutter pour autre chose" (quoi?), mais quelle conception on se fait du pouvoir pour lequel on lutte. Les formes d'organisation construites sur la conception "traditionnelle" dominante du pouvoir (pouvoir = Etat) sont fatalement appelées à perdre une bonne partie de leur légitimité au fur et à mesure que les peuples prennent la mesure de la nature de cet Etat conservateur. Par contre, les formes d'organisation qui mettent l'accent sur le contenu social multiforme du pouvoir qu'il faut développer devraient connaître des succès grandissants. Dans cette catégorie, le thème de la "politique non partisane" (non party politics), pourrait s'avérer fécond; Il en est également de "l'anti-autoritarisme" en Amérique Latine, dans lequel Pablo Casanova croit reconnaître la qualification principale des mouvements

"nouveaux": refus de l'autoritarisme de l'Etat, dans le parti, dans le leadership, rejet des expressions doctrinaires dans l'idéologie. Il s'agit là d'une réaction contre tout le lourd héritage de la formation historique du continent, et sans aucun doute d'une réaction porteuse de progrès. Mais aussi, et pour la même raison fondamentale, le féminisme en Occident, par l'objectif qu'il se propose de s'attaquer à certaines au moins des racines de l'autocratie, procède de la même logique d'une autre conception du pouvoir social. D'une certaine manière l'Occident est à l'avant garde d'avancées nouvelles dans la libération de la société. Que ces avancées impliquent des percées "au-delà du capitalisme", ou qu'elles demeurent "absorbables" ("récupérables") par ce système social, constitue un champ de questionnement nouveau. Il semble que, dans le moyen terme tout au moins, les avantages tirés d'une position capitaliste centrale sont tels que les mouvements en question n'ébranleront pas les fondements de la gestion capitaliste de la société.

L'avenir des "mouvements nouveaux" reste donc incertain. C'est la raison pour laquelle il n'est pas exclu qu'ils s'épuisent dans la crise actuelle.

Peut-on néanmoins définir quelques critères objectifs qui permettraient de faire avancer le mouvement dans ce sens national et populaire indispensable? Je crois qu'on le peut, et je ferai à cet effet les observations liminaires suivantes:

Premièrement: la tâche première est celle de la re-politisation démocratique des masses. Car celles-ci l'avaient été dans l'optique de l'indépendance à reconquérir. L'objectif atteint, le discours sur lequel la libération nationale s'était fondée est aujourd'hui épuisé (out of steam). La re-politisation nouvelle peut-elle se faire "hors parti" et même "contre les partis", dévalués par leur pratique post-indépendance? La question reste ouverte, encore que personnellement j'éprouve quelque méfiance à l'égard de ce qui me paraît être un certain "paternalisme" qui anime l'action d'un grand nombre de ces "organisations non gouvernementales" qui sont à la mode.

Deuxièmement: la re-politisation démocratique du peuple doit être fondée sur le renforcement de ses capacités d'auto-organisation, d'auto-développement et d'auto-défense. Sans doute l'objectif d'auto-développement, à travers des formes diverses de coopération, de co-gestion et de gestion populaire implique-t-il un conflit avec l'Etat, ouvert si celui-ci est néo-colonial, latent même si celui-ci s'engage dans la voie nationale populaire puisque la société nationale populaire reste le lieu de contradictions de classes objectives. Pourrait-on, par exemple, à travers ces actions, transformer les activités improprement qualifiées "d'informelles" en une "économie populaire"? Dans les conditions actuelles, ces activités sont parfaitement intégrées dans le système capitaliste global et y remplissent des fonctions précises, celles d'assurer la reproduction de la force de travail au coût minimum ou celle de fournir par la sous-traitance des intrants à bas prix. Elles constituent donc un appoint nécessaire pour assurer la rentabilité de l'exploitation capitaliste.

Transformer ces activités en "économie populaire" relèverait de la tromperie si ce conflit d'intérêts n'est pas affronté ouvertement.

Troisièmement: le type d'action envisagé ici pose à nouveau la question des rapports entre le "mouvement" et les partis de la gauche historique et du populisme, constitués soit dans le combat pour l'indépendance soit dans celui mené contre le système néo-colonial; Il ne me paraît ni juste, ni efficace de confondre dans la même condamnation ces partis - quelqu'aient pu être leurs "erreurs" et limites historiques - et ceux qui ont assuré la responsabilité de la gestion néo-coloniale. De la même manière est posée à nouveau la question des rapports entre le "mouvement" et les forces nouvelles qui se sont constituées à un moment ou à un autre dans une perspective nationale et progressiste; J'ai présent à l'esprit évidemment les organisations de militaires anti-impérialistes et progressistes qui sont à l'origine de changements congruents avec les aspirations populaires, même si ces changements ont été inaugurés par des coups d'Etat (Egypte, Libye, Ghana de Rawlings, Burkina Faso de Sankara, etc.).

Quatrièmement: l'analyse de la stratégie de re-politisation démocratique du peuple implique la ré-ouverture au moins de trois grands débats de portée théorique:

(i) le débat sur le rôle de l'intelligentsia révolutionnaire comme catalyseur social capable d'élaborer un projet alternatif concret et d'organiser les luttes pour sa mise en oeuvre;

(ii) le débat sur le contenu culturel de ce projet alternatif - sa dimension potentiellement universaliste nécessaire à mon avis, ses rapports à l'héritage culturel national etc.;

(iii) le débat sur la perspective à longue échéance: socialisme ou capitalisme? Bien que la mode soit aujourd'hui de dénier toute validité à ce genre de débat, je les crois indispensables. Je me limite ici à en signaler la nature, m'étant attaché dans d'autres écrits à en discuter quelques aspects.

Cinquièmement: il existe dans notre histoire contemporaine réelle quelques amorces d'expériences allant dans le sens indiqué. Je pense ici à l'expérience du Burkina Faso de Thomas Sankara, mais aussi à d'autres encore davantage décriées par les media dominants de l'Occident (le kaddafisme par exemple!). Sans doute ces amorces sont-elles loin d'avoir réglé les questions fondamentales du rapport pouvoirs/partis de la gauche radicale, celles de son rapport au populisme, aux militaires etc. Il faut néanmoins ouvrir le débat sur leurs propositions.

Sixièmement: je ne substituerai pas rapidement des recettes dont j'aurais le secret au dialogue démocratique nécessaire entre toutes les composantes du mouvement; Je suggérerai seulement que si la polarisation impose un "autre développement", les termes de l'alternative sont: ou bien on accepte que la "richesse" (wealth) constitue l'épine dorsale des aspirations à promouvoir, ou bien on lui substitue le "bien-être" (welfare). Comment? D'abord en reve-

nant au vieux père Marx dont la critique du marché "(l'aliénation marchande), loin d'être "dépassée", est rajeunie par les re-découvertes du mouvement contemporain. Un "marché" qu'il ne s'agit pas de "gouverner", mais d'éliminer, fut-ce évidemment très progressivement par la lente maturation de la conscience et de la pratique et non par la négation bureaucratique.

La question démocratique ne peut finalement être discutée sans référence aux concepts philosophiques sous jacents aux diverses interprétations que l'on en donne.

Le courant de pensée dominant à notre époque, largement marqué par l'évolutionnisme et le pragmatisme anglo-saxons, appauvrit le débat en concevant la démocratie comme un ensemble de droits et de pratiques précis et limités, indépendants de la perspective sociale désirée. Cette démocratie remplit alors une fonction stabilisatrice dans la société, laissant son "évolution" au soin des "forces objectives" qui opèrent à l'insu de la volonté des êtres humains. Par ailleurs dans l'analyse de ces forces objectives l'accent est mis sur les progrès de la science et de la technique tandis que les réalités sociales qui se cachent derrière les "forces du marché" sont systématiquement occultées. Enfin la transformation démocratique de la société est conçue comme étant elle-même largement le produit d'une évolution, rapetissant le rôle et les fonctions des processus révolutionnaires dans l'histoire. Les révolutions, se plaît-on à dire dans les courants dominés par la mode actuelle, n'ont jamais rien produit de bon: beaucoup de violence inutile pour aboutir finalement à ce à quoi on serait parvenu de toute façon en laissant les forces (occultes) de l'évolution opérer seules.

Je me situe aux antipodes de cette pensée sociale. L'analyse de l'aliénation économiste produite par Marx est, de mon opinion, centrale pour toute compréhension scientifique et réaliste du mécanisme de la reproduction capitaliste. Cette analyse est la seule qui permette de situer la démocratie dans son cadre véritable, entre autre d'en saisir la fonction stabilisante. Avec Marx, l'école de Frankfort, Karl Polanyi, il me paraît impossible de comprendre notre monde en dehors de cette référence analytique. Or cette méthode conduit nécessairement à réhabiliter la fonction décisive des révolutions, moments de transformation qualitative et de cristallisation de potentialités impossibles à concevoir sans elles.

Dans cette optique, le monde contemporain et la vision d'avenir de son dépassement sont les produits des trois grandes (et seules) révolutions modernes: la française, la russe et la chinoise. Avec Wallerstein j'attribue une importance qualitative à la rupture que la révolution française inaugure. Car cette rupture substitue un système de légitimation séculaire de l'action politique et sociale à l'ancienne légitimation religieuse propre à ce que j'ai appelé les idéologies tributaires et, dans ce sens, inaugure bien les évolutions ultérieures, tant celles de la démocratie bourgeoise que du socialisme. Le slogan de la Commune de Paris de 1871 ("Ni Dieu, ni César, Ni Tribun") n'est pas

un hasard; il découle - en le poussant plus loin - de celui de 1789 ("Liberté, Egalité, Fraternité").

L'accent mis sur cet aspect idéologique de la révolution française remet en question le concept même de la révolution bourgeoise. La définition de la lutte des classes dite fondamentale oppose exploités et exploités dans un mode de production donné: paysans et féodaux ici, prolétaires et capitalistes là. La révolution bourgeoise serait alors forcément une révolution paysanne, la révolution socialiste ouvrière. Mais le capitalisme n'a pas aboli l'exploitation féodale pour lui substituer une société égalitaire (qui était l'objectif des luttes paysannes); il s'est construit sur la base d'une nouvelle forme d'exploitation, dont les paysans en lutte n'imaginaient pas même la possibilité. La nouvelle société capitaliste et la classe bourgeoise se sont constituées partiellement à la marge ou en dehors même de la société féodale (composée de féodaux et de paysans), dans les villes libres, partiellement au sein même de la paysannerie, par des différenciations nouvelles (paysans riches et paysans sans terres réduits au statut d'ouvriers agricoles) produites par l'extension des rapports marchands, renforcées parfois par les luttes paysannes. On sait que cette nouvelle société capitaliste mûrit lentement au sein des "anciens régimes", c'est-à-dire de systèmes socio-politiques demeurés pour l'essentiel "féodaux". La révolution bourgeoise est alors constituée par le moment politique qui marque l'abolition de cet "ancien régime" et l'installation d'un nouveau type d'organisation assurant la prédominance politique de la nouvelle classe économiquement dominante. La révolution bourgeoise est alors non le point de départ, mais le couronnement du développement capitaliste.

Or la coïncidence entre la révolution sociale paysanne et la révolution politique bourgeoise n'a existé que dans un seul cas historique, celui de la révolution française (de ce fait la seule révolution véritable de l'étape bourgeoise de l'histoire). Ici bien entendu la bourgeoisie a été contrainte de cette alliance, ses avancées radicales et ses reculs ont façonné les étapes de la révolution elle-même comme les évolutions ultérieures. Ailleurs il n'y a pas eu de coïncidence analogue. Pas même en Angleterre où la révolution radicale paysanne-bourgeoise du milieu du XVIIe siècle, peut-être parce que plus précoce (comme en témoigne son expression à travers la réinterprétation religieuse; alors que la révolution française laïcise la politique; la première vient avant les lumières, la seconde en hérite...) avorte pour laisser la place à la peu glorieuse "Glorieuse Révolution" (qui n'en est pas une!) de la fin du siècle. Pas même en Amérique du Nord où la libération du joug colonial est un acte politique, sans portée sociale révolutionnaire, puisqu'il confirme seulement le pouvoir de la société marchande constituée comme telle en Nouvelle Angleterre depuis l'origine (il est significatif que la révolution américaine ne pose pas même la question de l'esclavage). A fortiori en Allemagne, en Italie et au Japon. La règle générale est donc que le capitalisme

s'est développé sans révolution paysanne, même lorsque des luttes paysannes ont contribué à ce développement ou en ont façonné le cours spécifique. Mais non sans "révolution agricole", au sens que se constitue une bourgeoisie agraire souvent formée de grands propriétaires (ex "féodaux") expulsant le surplus de population rurale pour moderniser une production désormais largement commercialisée. Dans tous ces cas la bourgeoisie investit l'Etat, s'en empare, et transforme la société par en haut.

Ce sont donc les conditions très particulières de la révolution française qui expliquent ses avancées au-delà de l'ajustement simple des rapports de production aux exigences du développement capitaliste; sa légitimité sécularisée, ses conceptions universitaires, l'abolition de l'esclavage qu'elle proclame, avancées qui entrouvrent la fenêtre sur un futur encore lointain. Sans la révolution française, on n'imagine ni le socialisme utopique ni Marx.

Les révolutions russe et chinoise ont eu aussi la même portée grandiose que d'aucuns qualifient de "messianique". A tort à mon sens, car l'avenir qu'elles conçoivent demeure une possibilité réaliste, une nécessité si l'humanité veut éviter la barbarie. Mais il est clair que ces avancées, qui portent plus loin encore celles conçues à Paris en 1793 et 1871 (car l'expansion capitaliste d'une part et Marx de l'autre ont occupé l'espace de temps qui les séparent), ne sont pas le produit simple des exigences objectives de la transformation sociale immédiate à l'ordre du jour en Russie en 1917 et en Chine en 1949.

Je dis donc que les trois révolutions en question constituent les grands moments dans lesquels se dessinent notre vision du monde moderne et de son avenir possible et souhaitable. Pour retrouver dans le passé des moments aussi décisifs, je crois qu'il faut remonter 1500 à 2500 ans plus tôt, aux temps de grandes révolutions idéologiques par lesquelles s'est exprimée la cristallisation de la société tributaire, dans notre région du monde sous les formes successives de l'hellénisme, du christianisme et de l'Islam, ailleurs sous les formes du Confucianisme et du Bouddhisme qui ont représenté au plan de l'idéologie - instance dominante dans les sociétés pré-capitalistes - une transformation qualitative aussi gigantesque que celle apportée à notre époque par les trois révolutions modernes. Il n'est pas sans intérêt de noter ici également que ces révolutions anciennes ont été portées au-delà de l'ajustement simple aux exigences de l'évolution sociale: en proclamant par exemple un universalisme dont les sociétés tributaires, forcément régionales, n'impliquaient pas la nécessité⁸. Entre temps, il n'y a guère eu que des changements de portée locale et mineure, provoqués simplement par l'ajustement constant des différentes sphères de l'activité sociale aux contraintes

8. S. Amin, *l'Eurocentrisme* op.cit.

de "l'évolution".

La vision de la question démocratique que l'on peut développer dans le cadre d'analyse que nous proposons ici est forcément très différente de celle qui résulte de la philosophie évolutionniste anglo-saxonne. La démocratie est alors un déstabilisateur, le moyen par lequel les concepts "en avance sur leur temps" continuent à progresser et à faire progresser l'action sociale.

L'offensive actuelle de l'Occident, en apparence "en faveur de la démocratie", a l'avantage d'occulter cette potentialité déstabilisatrice de la démocratie. J'en déduis qu'il s'agit en réalité non d'une offensive en faveur de la démocratie, mais d'une offensive contre le socialisme. La cause de la démocratie - sous sa forme appauvrie de moyen de stabilisation d'une société aliénée - est alors mobilisée comme une arme tactique. Et comme toutes les armes tactiques, elle est utilisée avec un grain de cynisme. Comment s'expliquerait-on autrement que les media occidentaux, si chatouilleux dans la défense des libertés d'expression dans les pays du "socialisme réel", rangent dans le camp des défenseurs de la liberté les islamistes Afghans qui ne cachent pas que leur programme s'assigne l'objectif de fermer les écoles (en commençant par celles de filles bien entendu) que les infâmes laïcs à la solde de Moscou ont osé ouvrir? Comment s'expliquerait-on autrement que ces media ignorent les interventions de parachutistes occidentaux venus au secours de dictateurs africains aux abois? Comment s'expliquerait-on autrement que ceux qui défendent avec tant d'acharnement la liberté syndicale en Pologne ignorent que les politiques d'ajustement imposées au tiers monde préconisent le démantèlement des syndicats?

Bibliographie

- A. El Man et H. Ranke *La Civilisation Egyptienne*, p. 201-202.
Etiemble *L'Europe Chinoise*, Gallimard 1988.
Karl Polanyi *La liberia in una societa complessa*, Boringheri, 1987.
Ntalaja Nsongola *Revolution and counter revolution in Africa*, ZED 1988.
Pablo Gonzales Casanova *El Estado y la Política en America Latina*, UNU-TWF 1988, mimeog.
Richard Sandbrook *The Politics of Africa's Stagnation*, Toronto, 1987.
Samir Amin *Al Intelligentsia* (l'intelligentsia), Le Caire 1989.
Samir Amin *Classe et Nation*, Minuit, 1979.
Samir Amin *L'Eurocentrisme*, *Economica* 1988.
Samir Amin "L'Europe et les rapports Nord-Sud", *l'Événement Européen*, No 7 août 1989.
Samir Amin *La Déconnexion*, La Découverte, 1985
Samir Amin *Ma bad al rasmalia* (l'après capitalisme), Beyrouth 1988 (voir également sur les questions relatives au début sur le socialisme, nos articles en arabe publiés dans *Al Mous-taqbal al arabi*, No 114, 1988 et No 126, 1989).
Samir Amin *Nahw nazaria lil thakafa* (vers une théorie de la culture), Beyrouth 1989.
Samir Amin "The End of National liberation?" In S. Amin. G. Arrighi, A. Frank, I. Wallerstein, *Transforming the Revolution*, à paraître.